



Lundi 5 janvier 2026

Non à l'agression impérialiste pour faire main basse sur les richesses du Venezuela !

Dans la nuit du 2 au 3 janvier, l'armée américaine, sur ordre de Donald Trump, a mené une opération militaire sur Caracas, la capitale du Venezuela, pour enlever le président Maduro et sa femme. Du jamais vu depuis l'invasion militaire par les États-Unis de l'île de Grenade en 1983 et l'enlèvement de Noriega au Panama en 1989.

Main basse sur le pétrole

Officiellement, Trump a fait kidnapper Maduro pour le juger aux États-Unis pour « narco-terrorisme ». Une accusation ridicule, qui ne prend même pas la peine de cacher les véritables raisons de cette invasion militaire : mettre la main sur les immenses réserves pétrolières vénézuéliennes. Lors de sa conférence de presse, Trump a d'ailleurs carrément prétendu que les États-Unis dirigerait désormais directement le pays et ses ressources, et a prononcé plus d'une vingtaine de fois le mot « pétrole ».

En réalité, aux yeux des capitalistes américains, le seul crime de Maduro, et de son prédécesseur Chavez, est d'avoir osé nationaliser les compagnies pétrolières vénézuéliennes, et imposé la participation majoritaire de l'État aux installations pétrolières américaines. En 2002, déjà, l'impérialisme américain avait tenté de renverser Chavez. En 2015, c'est Barack Obama qui avait imposé des sanctions économiques au pays, qui ont avant tout touché la population. Une politique qu'a poursuivie Biden, et que Trump a aujourd'hui décidé de poursuivre avec le renversement direct de Maduro par l'armée américaine.

Une menace contre tous les peuples de la planète

Maduro et son prédécesseur Chavez se prétendaient socialistes mais ne défendaient en rien les intérêts des travailleurs et travailleuses de leur pays. Au Venezuela, comme dans bien d'autres pays d'Amérique latine, les libertés syndicales sont suspendues. Maduro s'est maintenu au pouvoir par une répression brutale et a fait emprisonner des centaines d'opposants. Mais les crimes du dirigeant vénézuélien n'autorisent nullement le grand banditisme impérialiste de Trump dans un déploiement

spectaculaire de forces destiné à intimider tous les peuples de la planète ! Une semaine avant cette opération éclair sur Caracas, les États-Unis avaient déjà mené des frappes sur le Nigeria, le plus gros pays producteur de pétrole d'Afrique. Donald Trump et son secrétaire d'État Marco Rubio menacent maintenant Cuba, la Colombie et le Groenland, de connaître le même sort que le Venezuela. Mais qu'à cela ne tienne : les dirigeants européens, Macron en tête, se sont réjouis de la chute de Maduro. Les dirigeants russes et chinois ont de leur côté condamné cette opération, appelé à la libération de Maduro, qui était leur allié et au « respect du droit international », eux qui pourtant sont des sosies au petit pied de Trump : Vladimir Poutine mène lui aussi une guerre d'invasion en Ukraine, et Xi Jinping organise des opérations navales de grande ampleur menaçant Taïwan, dans le cadre de prétentions tout aussi impérialistes que les États-Unis.

Aux travailleurs et aux peuples de stopper cette folie guerrière !

En réalité, le génocide à Gaza a bien montré à quoi servait le prétendu « droit international » : légitimer la domination des pays impérialistes qui, lorsqu'ils le jugent nécessaire, n'hésitent pas à s'asseoir dessus pour massacrer les peuples et envahir des pays. Il n'y a rien à attendre, ni des dirigeants impérialistes, ni de leurs institutions.

Dès l'annonce des bombardements américains sur Caracas, des milliers de personnes sont descendues dans la rue, en France, en Espagne, en Italie, mais aussi dans les grandes villes des États-Unis, pour dénoncer ce raid. Seuls les peuples et les travailleurs de la planète, en se mobilisant et s'organisant, peuvent stopper la folie guerrière des impérialistes. À bas l'agression contre le Venezuela ! À bas l'impérialisme !

Avec la neige va, tout s'en va

Ce lundi, tous les bus du réseau ont dû rentrer pour des raisons de sécurité évidente dans un Paris qui n'est jamais prêt aux épisodes neigeux pourtant annuels. Rentrer les bus pour la sécurité, c'est évident, mais à condition de faire aussi rentrer chez eux toutes celles et ceux qui en ont l'usage... La sécurité au travail et sur le trajet, ce n'est pas que pour la RATP.

L'union fait la force, la misère divise

A bus, c'est le moment des commissions de classement. Une des cartes préférées de la direction pour diviser et garantir son illusion de méritocratie. Des augmentations salariales on ne peut plus individuelles, pour des agents qui font le même travail. Si la direction mettait ses fiches de paye sur la table, c'est tout le château de carte du mérite qu'elle a construit qui s'effondrerait...

Les calculs sont (encore et toujours) pas bons !

A bus, les conducteurs ont rendu leurs empoches. Une partie en ticket, une partie reprise sur salaire. Sur 185 euros, la soustraction aurait dû être simple mais non... Des erreurs se sont glissées dans nos retenues sur salaire, et pas en notre faveur. S'ils n'ont pas passé le test pour moins de 200 balles, qu'est-ce que ce sera pour le calcul de la garantie de rémunération au moment du transfert ?

On « travaille ensemble » mais la direction nous divise

La phase expérimentale de la note raciste « Laïcité Neutralité. Travailler ensemble » est terminée, et la boîte s'apprête à l'appliquer à l'ensemble du groupe RATP et de ses sous-traitants. Une attaque raciste et un chèque en blanc pour la direction a sanctionné des collègues pour, au hasard, des bouteilles d'eau dans les toilettes ! On ne va pas les laisser infecter notre air de leur racisme puant. Sortons les bombes désodorisantes !

APHP, RATP même combat !

Alors qu'à la Régie, la direction s'apprête à étendre sa note sur la soi-disant laïcité et neutralité, à l'AP-HP (Hôpitaux de Paris), prenant prétexte aussi de la laïcité, de plus en plus de directions hospitalières se livrent à une véritable chasse aux couvre-chefs – bonnets, bandeaux, calots et charlottes médicales... – qui n'ont pourtant rien de signes religieux ostentatoires, encore moins prosélytes. La laïcité cache mal l'arbitraire patronal qui se sent pousser des ailes dans un contexte où le gouvernement multiplie les attaques sur le même terrain que l'extrême droite, On se souvient de la chasse aux migrants de Retailleau dans les transports ! Ne cédon pas aux sirènes du racisme et de la division.

Une politique contre les victimes de VSS !

La direction s'est faite épingle par Médiapart pour sa gestion des violences sexistes et sexuelles. Et pour cause ! Depuis 10 ans une association, l'AVFT (association européenne contre les violences faites aux femmes au travail) recueille des victimes, qui

toutes ont subi des représailles de la part de la direction à la suite de la dénonciation de violences. La protection des agresseurs et les représailles pour les victimes à la RATP, c'est un choix politique.

Nouveau patron, même combat

Macron propose un certain Xavier Piechaczyk comme nouveau PDG de la RATP. Ce haut diplômé à le même CV que les autres de son espèce. Beaucoup de lignes, peu de connaissances sur nos vies et nos boulots. Il a encore un long processus de sélection devant lui auprès de toutes les instances à petits fours. Les travailleurs aussi ont leur avis : pas besoin d'un patron pour faire tourner les transports.

Augmentation des prix à Navigo

En 2026, le Navigo va coûter 2€ de plus par mois. Chaque année le prix augmente : 30% de plus en 10 ans. On n'a pas vu cette augmentation sur nos fiches de paye ! Au travail, on fait tout tourner, alors on ne veut pas payer en plus pour y aller ! Ce qu'il faut, c'est la libre circulation dans les transports, et une augmentation de l'offre, financée avec les profits des patrons.

La préfecture a dû CANé

Pour nous, la CAN est l'occasion de spectacle, de blagues, d'échange et de partage entre collègues. Pour la préfecture, c'est une occasion de plus de vomir son racisme avec la menace d'annuler la soirée du nouvel an sur les Champs Elysées pour cause de... match de l'Algérie ! Pas de chance, ils se sont qualifiés avant la soirée du réveillon, et la préf a du se creuser le ciboulot pour tenter de limiter le nombre de prolos sur les Champs. Même cette rue elle est à nous.

Grand froid, petit plan

On voit tous les jours dans nos bus, nos métros et dans la rue, les milliers de personnes qui dorment dehors, ça nous révolte ! Le plan "grand froid", censé augmenter les moyens pour les sans-abris, est très loin du compte. À droite, Dati fait campagne à la mairie de Paris en étalant son ignoble mépris des pauvres. À gauche, l'équipe sortante a de belles paroles. On ne peut pas compter sur ces politiciens. On devra se mobiliser pour arracher des moyens pour le logement, **on se présente avec le NPA-R aux municipales, notamment à Paris, pour l'affirmer haut et fort !**

Nos vœux pour la nouvelle année

L'année 2025 a été celle des guerres pour le contrôle des matières premières. Pour ceux qui ne sont pas déjà sous les bombes, les bruits de bottes se font de plus en plus insistants. Les travailleurs et les peuples doivent se serrer la ceinture toujours davantage. Pour autant, les classes populaires n'ont pas subi passivement : la Gen Z se rebelle un peu partout dans le monde ! Mais « dégager » les régimes qui emprisonnent les peuples ne suffira pas. Il faudra s'organiser pour mettre fin à la dictature du capital. C'est ce qu'on peut souhaiter de mieux pour la nouvelle année !

Si ce bulletin t'a plu, fais-le tourner à tes collègues, oublie-le là où tu veux qu'il soit lu : cabine, salle de repos, établis et n'hésites pas à l'informer en nous contactant !